



L'ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

Les révolutionnaires et les nationalisations

Le gouvernement vient de faire un gros cadeau à Vincent Bolloré en lui rachetant la société de gestion de l'oléoduc qui va de Donges (près de Nantes), à Metz. Une "nationalisation" parmi d'autres dans la société capitaliste : après avoir confié la gestion de l'oléoduc à Bolloré en 1995 pour une bouchée de pain (26 millions d'euros tout de même, mais ce n'est pas grand-chose pour Bolloré), après qu'il ait empoché au moins 160 millions d'euros de dividendes en 25 ans, l'État lui verse 31 millions d'euros pour lui racheter la société.



Dans les arrangements entre patrons et ministres, la valse entre privatisations et nationalisations est bien rodée. L'entreprise n'est plus suffisamment rentable ? L'État la rachète au prix fort et effectue les restructurations qui permettent de rétablir les profits. Et quand une entreprise publique génère des profits importants, on la privatise. Les pertes sont nationalisées et les profits privatisés et ce toujours au profit des patrons.

C'est ce qui s'est passé avec la sidérurgie : la nationalisation réalisée par le gouvernement de gauche de Mitterrand en 1982 avait été préparée par le gouvernement précédent, de droite, et son effet a surtout été de diviser par plus de deux les effectifs travaillant dans la filière et de placer le groupe français Usinor-

Sacilor (aujourd'hui, Arcelor fusionné avec Mittal) au troisième rang mondial, avant que celui-ci soit reprivé dans les années 90. C'est également ce qui se passe en ce moment avec le chemin de fer : les compagnies ferroviaires, très endettées, ont été nationalisées en 1936, donnant naissance à la SNCF, et aujourd'hui, "l'ouverture à la concurrence" sert de prétexte à ce que de gros groupes capitalistes, même à capitaux publics comme la SNCF, fassent du profit sur l'exploitation du réseau et des cheminots.

Car ce que recherche le capital, ce sont les dividendes, c'est à dire le profit issu de l'exploitation du travail. C'est pourquoi la valse nationalisation/privatisation va toujours de pair avec son lot d'attaques contre les travailleurs. Des postes sont supprimés, pour réaliser des gains de productivité. Les éventuels "statuts", comme celui des cheminots, sont liquidés. C'est la sécurité de l'emploi qui est visée ici. Une autre caractéristique du statut, le fait que les cheminots commencent leur carrière en dessous du SMIC, dérange beaucoup moins les dirigeants de la SNCF !

La nationalisation n'est donc pas le moins du monde une arme contre la gestion capitaliste de la société, c'est plutôt une béquille nécessaire à son bon fonctionnement. Et c'est un piège pour les travailleurs qui se battent, par exemple ceux qui luttent pour le maintien de leur emploi ! La

nationalisation de leur entreprise n'exclura jamais le fait que les restructurations voulues par les patrons s'opèrent. En fait, elle dissimulera ses restructurations derrière le vernis de la gestion publique de leur boîte.

Le fond du problème n'est donc pas tant le monopole ou pas de l'État sur un secteur, c'est celui de savoir qui monopolise l'État, de quelle classe celui-ci défend les intérêts. Dans la société capitaliste, le grand patronat est aux manettes. On voit alors combien la rhétorique des partis de gauche qui veulent nationaliser (ou «renationaliser!») est pernicieuse. Ils mentent en disant que si une entreprise est publique, alors "nous" avons le contrôle dessus et sa gestion se fait selon « notre » bien commun. Ils mettent la division de la société en classes sociales sous le tapis car le contrôle de la production reste entre les mains d'un État au service de la bourgeoisie, même sous un gouvernement de gauche. Le capitalisme d'État ne nous est ni plus ni moins avantageux.

Pour que les industries, les transports ou les services publics soient gérés selon nos besoins et nos intérêts, il va bien falloir que nous arrachions la production des mains des capitalistes. Cela passera par la lutte. La nationalisation par un Etat bourgeois est un mirage, la seule solution c'est la collectivisation des moyens de production et le renversement de l'État bourgeois !

Les Jeux Olympiques, la continuation de la guerre par d'autres moyens

Les JO d'hiver se sont ouverts vendredi à Pékin dans un contexte particulièrement tendu entre la Chine et plusieurs États occidentaux, dont les Etats-Unis qui ont appelé au boycott diplomatique de ces jeux. Ils ne sont pas allés jusqu'au boycott sportif, les enjeux sportifs et surtout financiers autour des JO étant sûrement trop importants.

Les raisons d'être scandalisés par l'organisation d'un tel évènement sont nombreuses, de l'aberration écologique de la neige artificielle aux oppressions de l'État chinois contre son peuple. Sans parler du sort des Ouïghours, dont plus d'un million seraient internés dans des camps de concentration. Ces jeux sont ainsi une opération de communication pour le régime chinois qui s'est même permis de faire porter la flamme olympique par un athlète ouïghour lors de la cérémonie d'ouverture, manière de répondre aux timides dénonciations des gouvernements occidentaux.

Ces dénonciations, comme l'appel au boycott américain, sonnent bien creuses. Il ne s'agit pas en réalité de protestations contre les bafouements des droits humains ou la destruction de la planète, mais que de pressions diplomatiques entre des États en guerre économique.

Au-delà du coup de communication, les JO s'est aussi l'occasion pour les marques de sports, et surtout les patrons du BTP de faire des profits colossaux, grâce à des contrats publics que les États font ensuite payer à leur population, à Pékin en 2022 comme à Paris en 2024.

Les salariés de l'Ehpad Oméris Part Dieu à Lyon en grève

LES JEUNES INQUIÈTES POUR LEUR Avenir



A l'occasion de la deuxième journée de grève et de manifestation des salariés du médico-social, des camarades du NPA Jeunes ont interviewé des salariées des Ehpad Omeris dans la manifestation lyonnaise. Ces dernières en ont profité pour dénoncer leurs conditions de travail mais aussi les conditions de vie des usagers, comme à Orpea, **la maltraitance des usagers va de pair avec l'exploitation des personnels.** Retrouvez

l'interview avec ce lien <https://fb.watch/a-l59r-cwe/>

LA SOCIÉTÉ N'OFFRE AUCUN Avenir AUX JEUNES !

Deux ans de pandémie auront montré que, quelques gosses de riches mis à part, cette société capitaliste n'offre aucun avenir aux jeunes. Tri scolaire, contrats précaires, bas salaires, dépendance par rapport aux parents: voilà ce qui a été accentué pendant deux ans, voilà ce que signifie en 2022 passer à l'âge adulte. Tout ce qui devrait être de l'ordre de l'évidence (trouver un travail ou un logement) devient l'objet d'un parcours du combattant. Il ne faut pas chercher beaucoup plus loin le doublement des symptômes dépressifs parmi les jeunes durant la crise sanitaire.

Mais pas dit que la jeunesse se résigne! Sous Macron, elle a tenu avec d'autres le haut du pavé. Contre les réformes de Blanquer, contre les violences policières, contre le sexisme, contre la destruction de l'environnement... Et comment oublier qu'en novembre 2018, le gouvernement avait des sueurs froides à l'idée que les lycéens d'origine populaire rejoignent la colère explosive des Gilets jaunes?

Voilà ce que cette jeunesse populaire pourrait faire entendre dans la campagne et ce qu'elle pourrait imposer, par ses luttes.

Retrouve chaque semaine dans cette newsletter un thème de campagne que défendront les militants du NPA Jeunes sur ces questions.

#1 A bas l'école des patrons!

Les réformes de Blanquer ont renforcé le tri social auquel se livre le système scolaire.

Il y a eu d'abord Parcoursup : que n'importe quel bachelier ait le droit de se poser sur les bancs de la fac, c'était déjà trop. Certes, touTEs les jeunes n'avaient déjà pas un égal accès à ce droit (seul 12 % des élèves de licence avaient des parents ouvriers), mais il fallait malgré tout en finir. Alors l'accès à l'université est devenu restreint, et à en croire Macron, il sera peut-être même bientôt payant. Mi-juillet 2021, quasiment 100 000 jeunes inscritEs sur la plateforme Parcoursup s'étaient vu refuser tous leurs vœux. Ils et elles sont parfois orientéEs vers les filières où il reste de la place sans que cela ne corresponde à leur volonté, mais permettant au gouvernement de dire que tout le monde a eu un petit quelque chose. Et pour celles et ceux qui refusent, il n'y a pas d'autre choix que de commencer à travailler.

L'université au service des patrons ?

Mais l'enjeu du couperet Parcoursup n'est pas seulement de fermer un peu plus les portes de la fac. Il s'agit aussi de perfectionner la tuyauterie complexe de l'enseignement supérieur dans laquelle chaque jeune se doit de passer pour se préparer à son futur travail. Les dernières déclarations de Macron vont d'ailleurs dans ce sens : « L'orientation doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins de la nation ». Cette nation dont il parle, elle est composée des membres des conseils d'administration des grandes entreprises du pays et le premier de leurs besoins est celui d'avoir une main-d'œuvre bien formée et directement exploitable. Sur ce terrain, Péresse donne le change à Macron. Elle veut que les formations proposées dans l'enseignement supérieur soient calibrées selon le taux d'insertion professionnelle promis par chacune d'elle. Autrement dit, ciao les formations dont les patrons n'ont pas besoin. Ces deux-là se font les oracles du Medef dont les propositions pour la campagne présidentielle reprennent les mêmes formules.

Au lycée aussi

La réforme du lycée général s'est posée comme la conséquence de Parcoursup. Si, après le bac, on se prépare à trouver un travail, alors avant le bac, on se construit un CV. À 15ans, il faut déjà se spécialiser sur trois puis deux options qui vont suivre chaque jeune jusqu'à la fin de ses études, lui ouvrant certaines portes, mais surtout lui en fermant d'autres. Mais la petite comptabilité du ministère de l'Éducation est aussi rentrée en ligne de compte : avec la réforme, il s'agissait aussi de gérer la pénurie de moyens. En 2020, soit trois ans après, le nombre global d'heures de maths dispensées au lycée général avait déjà baissé d'environ 20 %. Les patrons grognent : sans mathématiques, sans enseignements scientifiques ou technologiques, comment vont être formés les ingénieurEs dont ils ont besoin ? Ils ne râlent pas autant pour les heures de français, de philo, d'histoire-géographie ou de sciences sociales (dont les heures sont en chute libre face à la plus managériale « économie et gestion ») : prendre du recul sur cette société, ça ne compte pas ? Quant aux sciences « dures », elles ne servent pas seulement à concevoir la dernière version d'un produit rentable ou à perfectionner le fonctionnement d'une chaîne de production...

Des moyens et des postes !

En fait, il faudrait embaucher massivement dans l'éducation, des enseignantEs mais pas que, également toutes celles et tous ceux qui font tourner les établissements, avec un salaire bien plus important que l'actuel. Et si on manque de salles, il faut réquisitionner les locaux nécessaires, ou les construire !

Plus de moyens pour l'éducation amélioreraient les conditions d'études, mais ne changeraient pas le fait que dans cette société, l'école est avant tout une arme de sélection massive. La volonté du Medef est claire : en haut, la filière VIP, lycée général puis au choix, classes prépas puis grandes écoles, médecine ou droit. Les enfants de la bourgeoisie y marchent déjà dans les pas de leurs parents. Et en bas, la filière tout-public mais surtout public prolo, professionnalisante sans trop d'apprentissages généralistes, pour préparer le plus vite possible les futurs travailleurEs à l'exploitation. Comment pourrait-il y avoir une troisième voie ? Pour mettre à bas l'école des patrons et repenser notre rapport à l'éducation, il faudra renverser les patrons eux-mêmes.



LA CAMPAGNE POUTOU 2022

NOTRE CANDIDAT

Avec Philippe Poutou sur France 2, nous voulons «un pouvoir collectif, à l'image de la Commune de Paris!»

En début d'interview, Philippe a tenu à mettre en avant que notre candidature était tributaire du bon vouloir des maires de nous parrainer... alors à vos tournées pour rendre possible cette candidature!

Interrogé sur les mesures les plus urgentes à prendre, il a exprimé la nécessité de réaliser des investissements dans la santé et l'éducation: il faut embaucher! Autre mesure urgente, les salaires: «on souhaite un revenu décent pour tout le monde, ça concerne les salaires mais aussi les minima sociaux, les allocations adultes handicapés, les retraites... personne ne doit vivre avec moins de 1800€ par mois». Mais ce n'est pas tout! Améliorer la vie des gens, c'est aussi «rendre les

transports publics gratuits et permettre un accès à la santé et au logement à tous». Les révolutionnaires souhaitent une société qui «réponde aux besoins fondamentaux de la vie des gens», il faut que «la population se mobilise et arrive à imposer par en bas la nécessité de répondre à tous les drames sociaux».

Enfin, à la dernière question posée qui était de savoir quelle personnalité dans ses rêves les plus fous Philippe aimerait avoir dans son gouvernement, Philippe a rappelé que notre modèle était plutôt celui de la Commune de Paris, c'est-à-dire, une forme de gouvernement où les travailleurs prennent en main leurs affaires sans s'en remettre à des politiciens.

Retrouve Philippe sur Backseat Jeudi à 19h30!



DANS LE VIF DE LA CAMPAGNE

Opération parrainages!

Les premiers parrainages ont commencé à remonter et nous avons encore du travail pour atteindre les 500. Les premières remontées démontrent bien l'absurdité de ce système, le premier à atteindre les 500 parrainages est macron, qui n'est même pas encore déclaré, derrière Hidalgo est très bien placée quand bien même elle n'est pas vraiment au-dessus de Poutou dans les sondages. Les autres grands candidats devraient avoir leurs signatures sans soucis. Pour les avoir nous devrions continuer notre effort, convertir les promesses et convaincre d'autres maires de la nécessité de notre présence à cette élection.

Un meeting réussi à Paris avec Olivier Besancenot



Fête anticapitaliste à Limoges avec Philippe Poutou



→ UN FORMULAIRE POUR PRENDRE CONTACT! ←

Cette campagne électorale est l'occasion pour nous de rencontrer tous ceux qui s'intéressent à nos idées et qui ont envie de s'engager à nos côtés pour les défendre. Nous avons donc créé un formulaire de contact (<https://framaforms.org/comites-jeunes-decampagne-poutou-2022-1642116880>) également accessible via le QR code ci-dessous, pour tous ceux qui voudraient se rapprocher de nous.

Il faut mettre ce QR code sur tous les tracts que l'on distribue, préparer des affiches spéciales du type « Prends contact avec nous » + le QR code en gros pour les collages ou pour les mettre sur les tables de presse, etc. Sur les

réseaux sociaux, il faut également utiliser le lien qui renvoie vers le formulaire, pour mieux cerner les attentes de ceux qui nous contactent. **Plus on rend ce formulaire accessible, plus on se donne de chances de rencontrer de nouveaux militants !**



AGENDA DE CAMPAGNE

FÉVRIER

SAINT-DENIS (PARIS 8).

Meeting NPA avec Philippe Poutou
Jeudi 10 février 2022 – 18:30

SAINT-MALO.

Réunion publique du NPA avec Philippe Poutou
Vendredi 11 février 2022 – 19:00

PARIS (XXème).

Meeting NPA avec Olivier Besancenot
Mercredi 16 février 2022 – 19:30

SACLAY (ENS).

Meeting NPA à l'ENS Paris-Saclay
Mercredi 16 février 2022 – 19:15

MULHOUSE.

Réunion publique du NPA avec Philippe Poutou
Mardi 22 février 2022 – 20:00

REIMS.

Réunion publique du NPA avec Selma
Vendredi 25 février 2022 – 18:00

MARS

LYON-VILLEURBANNE.

Meeting avec Philippe Poutou
Mardi 1er mars 2022 – 19h

LE MANS.

Meeting avec Philippe Poutou
Vendredi 4 mars 2022 – 20h

BESANCON.

Meeting NPA avec Philippe Poutou
Mercredi 9 mars 2022 – 20:00

STRASBOURG.

Meeting avec Philippe Poutou
Mercredi 16 mars 2022 – 19h30

NANCY.

Meeting NPA avec Philippe Poutou
Vendredi 18 mars 2022

IVRY.

Meeting NPA avec Olivier Besancenot
Samaedi 19 mars

MELUN.

Meeting NPA
Jeudi 24 mars



L'URGENCE ANTICAPITALISTE






**NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS**

PHILIPPE POUTOU

[POUTOU2022.ORG](https://poutou2022.org) | [NOUVEAU-PARTI-ANTICAPITALISTE.ORG](https://nouveau-parti-anticapitaliste.org)

NOTRE CANDIDAT

Philippe Poutou

-  @PhilippePoutou
-  @poutou.philippe
-  @philippepoutou_officiel



NOS PORTE-PAROLLES DE CAMPAGNE

Pauline




Armelle

Olivier

Damien



-  @armelle_pertus
-  @SalinguePauline
-  Armelle Pertus
-  Pauline Salingue

-  @olbesancenot
- 
-  @olivier_besancenot




-  @Damien_NPA
-  Damien Scali

NOTRE PORTE-PAROLE NPA JEUNES

Selma

-  @selma_npa
- 



-  @NPA_Jeunes
-  @JeunesNPA
-  @NPA_Jeunes